

La Lettre du CRJFC

Au sommaire de ce numéro

Éditorial

Publications des membres du CRJFC
(Janvier à Juin 2025)

Activités scientifiques (1^{er} semestre 2025)

Activités scientifiques (2^d semestre 2025)

Interventions orales des membres du CRJFC
(Janvier à Juin 2025)

Soutenance de thèse

Contrats doctoraux

Vie du laboratoire

Éditorial : Disparition du Professeur Jean-Pierre Legros

C'est avec une grande émotion que nous, membres du CRJFC, rendons hommage à notre collègue le Professeur Jean-Pierre Legros, également ancien enseignant pour certains d'entre nous, décédé le 23 juin 2025 des suites d'une longue maladie. Après avoir débuté ses études de droit à Besançon, il avait soutenu une thèse de Doctorat sous la direction du Professeur Georges Bolard à Dijon, intitulée Essai sur la motivation, en 1987, avant d'être recruté en qualité de maître de conférences. À l'Université de Bourgogne, il retrouve le Professeur Michel Germain qui a été l'un de ses enseignants à Besançon. C'est ainsi que naquit une réelle complicité, et une véritable passion pour le droit des sociétés, comme en témoigne la publication de leur ouvrage « Travaux dirigés de droit des sociétés : vingt-cinq études de cas » paru aux éditions Litec (Lexisnexis) dans les années 1990 et dont la 9^e édition est parue en 2016.

Quelques années plus tard, après avoir brillamment réussi le second concours d'agrégation, le Professeur Legros est revenu en poste en Franche-Comté, d'abord à Besançon, puis à Belfort. Il présida un temps la section de droit privé, ainsi que le master de droit des affaires. Par la suite, souhaitant se rapprocher de sa résidence familiale, il demanda sa mutation (interne) sur un poste de professeur de droit à Belfort. Il créa, au cours de l'année 2017, le Master de Droit de l'Entreprise industrielle et commerciale, dont il resta le directeur jusqu'à son décès, accompagné depuis quelques années par Sâmî Hazoug.



Sur le plan scientifique, avec une formation exceptionnelle en procédure civile, le Professeur Legros sut élargir la palette de ses enseignements et de ses compétences, dans un premier temps en droit des sociétés, puis en droit des entreprises en difficulté. Ainsi, il encadra plusieurs thèses et présida ou participa à des jurys d'une vingtaine de thèses essentiellement en droit des affaires soutenues dans plusieurs universités françaises. Investi, il avait aussi participé à plusieurs soutenances d'HDR et à de nombreux comités de sélection. Nous sommes plusieurs, à l'Université, à avoir eu la chance de bénéficier de son enseignement, et il sut nous donner l'envie de transmettre à notre tour.

L'équipe pédagogique du Master de Belfort, mais d'autres également, se souviendront de son approche très personnelle du droit privilégiant les ouvertures et les comparaisons à une présentation trop rigide. Lors de nos discussions informelles, parfois dans les couloirs, parfois sur le parking, et qu'importe qu'il pleuve ou qu'il vente, il était souvent question d'un des derniers arrêts de la Cour de cassation, qu'il avait déjà minutieusement analysé. Aucune réforme ne lui échappait, y compris celle qui avait un impact très faible en droit des sociétés ou en droit des entreprises en difficulté. Au fil de la discussion, le sujet juridique glissait doucement mais sûrement sur ses balades à vélo, qu'il avait pris l'habitude de réaliser quasi-quotidiennement, sur les qualités techniques des voitures et tout spécialement les anciens modèles Citroën, les nouveaux ne trouvant pas grâce aux yeux du fils de garagiste qu'il était : trop d'électronique et pas assez de mécanique !

Avec toujours beaucoup d'attention et de bienveillance, le Professeur Legros a enseigné et transmis ses connaissances essentiellement en droit des sociétés et droit des entreprises en difficulté à des générations d'étudiants en Bourgogne-Franche-Comté. Il avait à cœur de donner aux étudiants la meilleure formation possible afin de leur permettre d'atteindre l'insertion professionnelle qu'ils désiraient, en s'entourant d'une belle équipe pédagogique. Les premières réactions à l'annonce de son décès l'ont parfaitement démontré.

Professeur bienveillant, à l'écoute de ses étudiants, nous avons retenu certains témoignages que des étudiants, actuels et anciens, ont exprimé en apprenant son départ :

« Le Pr. Legros m'a profondément marqué par son excellence, sa bienveillance, son sens de l'écoute. », « J'ai le souvenir d'un Professeur à l'écoute de ses étudiants, passionné et passionnant. », « Le Pr. Legros avait des qualités pédagogiques immenses et une passion du droit indéfectible. », « Le Pr. Legros m'a toujours semblé être un homme simple, éminemment savant, qui abhorrait les postures et les faux-semblants et témoignait un attachement sincère pour sa matière, ses étudiants, sa région », « Je garde de lui le souvenir d'un enseignant passionné et profondément humain, dont les enseignements ont imprégné mon parcours et ma réflexion bien au-delà de l'université. », (...)

L'homme était aussi profondément modeste, le C.V. qu'il communiquait faisait moins d'une page. Pourtant, après une rapide consultation du site « ledoctrinal », on ne relève pas moins de 842 références renvoyant à presque toutes les revues de référence en droit des affaires de la revue Droit des sociétés, à la Semaine juridique entreprise, au Bulletin Joly Sociétés, en passant par la Revue des sociétés et même à l'Actualité juridique – Droit administratif, et d'autres encore. À cela, il convient d'ajouter ses contributions à plusieurs Mélanges dont ceux en l'honneur du Président Tricot, du Professeur Germain, de la Professeure Martin-Serf, ainsi que des fascicules d'encyclopédies sur des thèmes situés au croisement du droit des groupements et du droit des entreprises en difficulté : associations, sort des associés, sort des dirigeants, groupe de sociétés notamment. Ses dernières contributions ont été publiées au mois d'avril dernier.

Son départ prématuré a bouleversé tous ses proches. Aujourd'hui, nous nous rendons compte de la chance d'avoir pu côtoyer le Professeur Legros, homme discret fuyant la lumière des tribunes des colloques et des conférences, préférant le calme de sa Franche Comté, lui qui était pourtant né à Paris. L'universitaire, connu de tous par ses écrits, et l'homme, que certains ont eu la chance de côtoyer, reste vivant dans les mémoires de ses nombreux amis.

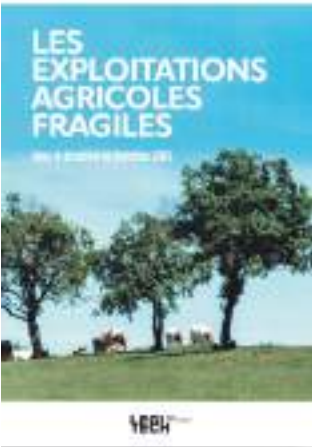
Sâmi Hazoug, Christine Lebel, Delphine Martin

Valérie Défago, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn/PUFC, 2025, 264 p.



Béatrice Lapérou-Schneider et Marc Segonds (dir.), *Actualités du droit pénal des affaires*. Deuxième journée Frédéric Stasiak, *Revue Lamy droit des affaires*, 2025, 70 p. (actes journée d'études)

Christine Lebel (dir.), *Les exploitations agricoles fragiles*, Legitech, 2025, 141 p. (actes de colloque)



Publications
des membres
du CRJFC
Janvier - Juin 2025



Mathieu Petithomme, *Villes rebelles. Municipalisme et pouvoir local en Espagne*, Éditions du Croquant, 2025, 396 p. (dir. avec Héloïse Nez et Alicia Fernández García).

Mathieu Petithomme, *L'autodestruction de la socialdémocratie en Europe. Sociologie comparée d'une crise idéologique*, L'Harmattan, 2025, 230 p.



Ouvrages
collectifs

.....

Vincent Lebrou, *Science politique de l'Union européenne*, Atlande, 2025, 240 p.



Dan Mimoun, *La détermination du contenu contractuel dans la théorie générale du contrat*, Mare et Martin, 2025, 884 p.



Publications
des membres
du CRJFC
Janvier - Juin 2025

Ouvrages individuels

Clément Thomas, *La qualification de montage purement artificiel par la Cour de justice de l'Union européenne*, Bruylant, 2025, 424 p.



Célia Berger-Tarare

« Propriété », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 173-176 (avec A. Wermelinger).

« Fiducie », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 97-100 (avec J.-P. Dunand).

« Copropriété », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 43-46 (avec A. Wermelinger).

Émilie Bertin

« Exécution de la détention carcérale », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 91-94 (avec A. Kuhn).

Henri Bouillon

« L'obéissance à la loi civile chez saint Thomas d'Aquin », *Revue thomiste*, t. CXXV, 2025, n° 1, p. 35-60.

« Préfet », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 165-168 (avec J. Robert-Nicoud).

Carole Chevilley-Hiver

« Zéro artificialisation », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 247-250 (avec V. Défago).

« Référendum local », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 183-186 (avec M. Baer et P. Mahon).

« Recours des associations dans le domaine environnemental », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 179-182 (avec V. Défago).

« Obligations réelles environnementales », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 139-142 (avec C. Malcotti).

« Domaine public », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 73-76 (avec S. Beuret).

**Publications
des membres
du CRJFC
Janvier - Juin 2025**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

**Publications
des membres
du CRJFC
Janvier - Juin 2025**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

« Développement durable », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 69-72 (avec A. Dugerdil).

Alexandre Ciaudo

« L'effectivité du contrôle du juge administratif dans la défense des libertés », *AJDA* 2025, p. 1220.

« L'accès au juge et la distinction des recours contentieux », A. G. Orofino, O. Renaudie (dir.), *L'accès au juge administratif. Tensions et évolutions*, Wolters Kluwer, 2025, p. 35.

« Maintien du contrôle restreint du juge administratif sur la mesure de prolongation d'isolement. Note sous CE, 18 novembre 2024, 474589 », *AJ pénal* 2025, p. 51.

« Plan (local d'urbanisme/d'affectation) », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 161-164 (avec V. Défago).

« Permis de construire », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 153-156 (avec V. Jobin).

« Marchés publics », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 133-136 (avec G. Corthay).

Ariane Conus

« Conciliation en matière civile », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 23-26 (avec J. Bory).

Alexandre Desrameaux

« Transparence », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 231-234 (avec S. Posse).

« Taxes incitatives », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 223-226 (avec T. Bornick).

« Égalité devant l'impôt », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 87-90 (avec T. Obrist).

« Droit souple », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 81-84 (avec M. Levy).

Amanda Dubuis

« Pandémie de Covid-19 : la solidarité et la coopération opérationnelle entre États membres en matière médicale et logistique », *Revue des Affaires européennes/Law European & Affairs*, janvier 2025, 1, p. 109-123.

« Interruption de grossesse », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 117-120 (avec S. Hotz).

« Aide à mourir – Droit de la santé », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 3-6 (avec S. Hotz).

Camille Fernandes

« Les atteintes à la liberté académique par l'administration centrale et rapprochée », *Sciences de la société*, n° 109, en ligne : <https://journals.openedition.org/sds/14055>

« La liberté d'expression académique devant le juge judiciaire. Note sous Cass., 1re civ., 26 février 2025, n° 23-21.522 », *AJDA* 2025, p. 1140.

« Trump contre la liberté académique : les juges, derniers remparts contre l'assaut autoritaire », *The Conversation*, 1er avril 2025, en ligne : <https://theconversation.com/trump-contre-la-liberte-academique-les-juges-derniers-remparts-contre-lassaut-autoritaire-252440>

Benoit Géniaut

« Transfert d'entreprise : caractérisation du refus d'accepter la proposition de contrat de travail de droit public. Soc. 12 mars 2025, n° 22-20.627 (publié au Bulletin) », *Revue de droit du travail*, avril 2025, 4, p. 244.

« Conventionnalité de l'obligation vaccinale contre la covid-19. Soc. 20 novembre 2024, n° 23-17.886 », *Revue de droit du travail*, janvier 2025, 1, p. 46.

« Licenciement abusif/injustifié », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 127-130 (avec J.-P. Dunand).

« Harcèlement moral/psychologique en droit du travail », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 103-106 (avec N. de Jesus).

Christophe Geslot

« Référendum national », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 187-190 (avec N. Zimmermann et P. Mahon).

« Contrôle de constitutionnalité », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 31-34 (avec N. Zimmermann et R. de Rivaz).

**Publications
des membres
du CRJFC
Janvier - Juin 2025**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

**Publications
des membres
du CRJFC
Janvier - Juin 2025**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

Muriel Guerrin

« Surveillance et investigations secrètes », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Scheneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 217-220 (avec D. Richoz-Martella).

« Réparation du dommage en procédure pénale », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Scheneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 191-194 (avec A. Kuhn).

« Plaider coupable », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Scheneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 157-160 (avec A. Kuhn).

« Parties et statuts de déposition en procédure pénale », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Scheneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 149-152 (avec A. Kuhn).

« Investigations policières et instruction pénale », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Scheneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 121-124 (avec A. Kuhn).

Sâmi Hazoug

Chronique de procédures civiles des affaires, chronique semestrielle publiée chez Lexbase Hebdo, éd. aff., 17juill. 2025, no 825, obs. sur :

- Cass. civ. 2e, no 22 24.111, F-B : Déclaration d'appel – Adresse de l'appelant – Présomption de régularité.
- Cass. com., 22 janv. 2025, no 22-20.526, FS-B et Cass. com., 7 mai 2025, no 23-20.471, FS-B : Désignation d'un administrateur provisoire – Exigence d'un intérêt à agir (oui) – Exigence d'une qualité à agir (oui).
- Cass. com., 7 mai 2025, no 23-15.931, F-B : Action *ut singuli* (oui) – Action *ut universi* (oui) – Intérêt à agir (oui) – Subsidiarité (non).
- Cass. com., 14 mai 2025, no 23-23.897, F-B : Séquestre – Secret des affaires – Défaut de demande du saisi dans le délai d'un mois – Possibilité de se prévaloir ultérieurement du secret des affaires (non) – Mainlevée du séquestre et transmission des pièces.
- Cass. civ. 3e, 6 févr. 2025, no 23-18.360, FS-B : Bail commercial – Clause résolutoire – Obligation de faire – Suspension (oui).
- Cass. com., 4 juin 2025, no 24-11.580, F-B : Cession d'un fonds de commerce – Modalités contractuelles de fixation du prix définitif – Article 1591 C. civ. – Fixation du prix par le juge (non).
- Cass. com., 7 mai 2025, no 23.24.041, F-B : Exclusion d'associés – Détermination de la valeur des actions – Difficultés d'exécution – Saisine du juge (non) – Pluralité d'évaluations (oui) – Article 1834-4 C. civ. – Excès de pouvoir.
- Cass. com., 18 juin 2025, no 22-16.781, F B : Action *ut singuli* – Indifférence de la perte de la qualité d'associé en cours d'instance.

Chronique de procédure civile européenne et internationale, chronique annuelle publiée chez Lexbase Contentieux et recouvrements, parution le 9 juill. 2025, no 10, contribution personnelle : compétence et exécution, obs. sur :

- Cass. civ. 1re, 11 déc. 2024, no 23-15.672, FS-B+R ; Cass. civ. 1re, 14 nov. 2024, no 23-50.016, FS-B+R ; Cass. civ. 1re, 2 oct. 2024, no 22-20.883, FS-B+R : Reconnaissance – Exequatur – Adoption – Gestation pour autrui – Ordre public.
- Cass. civ. 1re, 5 févr. 2025, no 22-22.729, FS B+R : Convention franco-marocaine du 10 août 1981 – Litispendance internationale – Compétence indirecte – Cumul de nationalités
- CJUE, 27 mars 2025, aff. C-67/24, R.K. : Règlement CE no 4/2009, du 18 décembre 2008, relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires – Demande de réduction (oui) – Compétences subsidiaires.
- CJUE, 4 oct. 2024, aff. C-633/22, Real Madrid Club de Fútbol : Règlement CE no 44/2001, du Conseil du 22 décembre 2000, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale – Reconnaissance et exécution – Ordre public de l'État membre requis (oui) – Liberté de la presse.
- CJUE, 5 déc. 2024, aff. C-389/23, Bulgarfrukt Fruchthandels GmbH c/ Oranzherii Gimel II EOOD : Règlement UE no 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil, du 12 décembre 2006, instituant une procédure européenne d'injonction de payer – Absence de signification ou de notification de l'injonction – Application du droit national (oui) – Annulation de l'injonction (oui).
- CJUE, 6 mars 2025, aff. C-395/23, E. M. A. : Règlement UE no 2019/1111 du Conseil du 25 juin 2019, relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, ainsi qu'à l'enlèvement international d'enfants – Autorisation de vente – Mesure liée à la disposition des biens d'un enfant – Règlement Bruxelles II ter (oui) – Règlement Bruxelles I bis (non).
- CJUE, 7 nov. 2024, aff. C-291/23, LS c/ PL : Règlement UE no 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012, relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen – Lieu de situation des biens successoraux – Moment décisif – Moment de la saisine (non) – Moment du décès (oui).
- CJUE, 27 mars 2025, aff. C-57/24, BA : Règlement UE no 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012, relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen – Omission de la renonciation – Approbation judiciaire du refus – Compétence de la juridiction de la résidence habituelle de l'héritière (non).
- CJUE, 27 févr. 2025, aff. C-537/23, Società Italiana Lastre SpA (SIL) c/ Agora SARL : Règlement UE no 1215/2012, du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale – Clause attributive de juridiction – Clause asymétrique – Application de l'article 25 (oui) – Validité (oui) – Critères autonomes (oui).

**Publications
des membres
du CRJFC
Janvier - Juin 2025**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2025

Chapitres d'ouvrages, articles, commentaires

- Cass. civ. 2e, 2 avr. 2025, no 23-12.384, F-B : Règlement UE no 1215/2012, du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale Clause attributive de juridiction – Clause asymétrique – Déséquilibre – Loi de police (non).
- CJUE, 25 févr. 2025, aff. C-339/22, BSH Hausgeräte GmbH c/ Electrolux AB : Règlement UE no 1215/2012, du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale Compétence – Contrefaçon de brevet (oui) – Annulation du brevet (non) – Voie d'exception.
- CJUE, 30 avr. 2025, aff. C-536/23, Bundesrepublik Deutschland c/ Mutua Madrileña Automovilista : Règlement UE no 1215/2012, du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale Compétence en matière d'assurance – Action directe de la personne lésée – Subrogation de l'employeur – État
- CJUE, 29 juill. 2024, aff. C-774/22, JX c/ FTI Touristik GmbH : Règlement UE no 1215/2012, du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale Compétence – Extranéité (oui) – Consommateur – Compétence territoriale (oui).
- CJUE, 4 oct. 2024, aff. C-494/23, QE c/ DP : Règlement UE no 1215/2012, du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale Influence d'une procédure pénale – Matière civile et commerciale (non).
- CJUE, 14 nov. 2024, aff. C-394/22, Oilchart International NV c/ O.W. Bunker (Netherlands) BV, ING Bank NV : Règlement UE no 1215/2012, du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale Matière civile et commerciale – Notion de faillites – Action tendant au paiement d'une créance – Exclusion au titre de l'article 1 (non) – Application du Règlement (CE) n° 1346/2000, du 29 mai 2000, relatif aux procédures d'insolvabilité (non).
- CJUE, 28 nov. 2024, aff. C-526/23, VariusSystems digital solutions GmbH c/ GR : Règlement UE no 1215/2012, du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale Matière contractuelle – Contrat de fourniture de service – Logiciel – Lieu d'exécution.
- CJUE, 4 juill. 2024, aff. C-425/22, MOL Magyar Olaj-és Gázipari Nyrt c/ Mercedes Benz Group AG : Règlement UE no 1215/2012, du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale Matière délictuelle – Entente – Groupe de sociétés – Unité économique (non) – Action en indemnité de la société mère pour un dommage subi par les filiales (non).
- CJUE, 19 sept. 2024, aff. C-501/23, DL c/ Land Berlin : Règlement (UE) no 2015/848 du Parlement européen et du Conseil, du 20 mai 2015, relatif aux procédures d'insolvabilité – Personne physique – Notion d'établissement – Notion de lieu d'activité principal – Absence de moyen humain et d'actif.

« Juge du référé-rétractation », Sylvie Pierre-Maurice (dir.), *Le référé rétractation-Mécanisme juridique insolite ?*, Mare et Martin 2025, p. 117-133.

Chronique du droit de la propriété intellectuelle (dir. Ch. Alleaume et D. Martin), RJ com., 30 avr. 2025, obs. sur Cass. com., 14 nov. 2024, no 22-20.447, PB, (« Étendue de la nullité en matière de saisie contrefaçon ») et CJUE 25 févr. 2025, Aff. C-339/22 (« Instance en contrefaçon de brevet au cours de laquelle la nullité du titre est invoquée, quelles compétences ? Ou la délicate articulation des articles 4 et 24 du Règlement Bruxelles I bis »).

Annulation d'une saisie de droits sociaux et responsabilité du commissaire de justice, obs. sur Cass. 1re civ., 19 mars 2025, no 22 20.861, PB), *Revue des commissaires de justice, pratique & perspectives*, mai-juin 2025, p. 30-32.

Fasc. « Matière gracieuse », *Rep. proc. civ.* (refonte), mars 2025.

« Titre exécutoire », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 227-230 (avec V. Rétornaz).

Matthieu Houser

« Loi de finances pour 2025 : un coup de rabot moins important que prévu, mais bien réel ! », *Actualité juridique collectivités territoriales* (AJCT), mars 2025, 03, pp. 160

« Engagement de la responsabilité de l'État en matière de non-recouvrement de l'impôt concernant un établissement public à caractère industriel et commercial », *Actualité juridique collectivités territoriales* (AJCT), janvier 2025, 1, p. 52

Béatrice Lapérou-Schneider

« La geolocalizzazione in tempo reale nel diritto francese: 2024, un anno ricco di insegnamenti/ La géolocalisation en temps réel en droit français : 2024, une année riche d'enseignements », *L'Indice Penale*, avril 2025, XI/1, p. 95-105

« La reconnaissance par la Cour de cassation du harcèlement moral institutionnel, vers un durcissement de la responsabilité pénale des dirigeants ? », comm. ss Cass. crim., 21 janvier 2025, n° 22-87.145, B+R », Lexbase, Le Quotidien, février 2025.

« Voies de recours en matière pénale », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 241-244 (avec A. Kuhn).

« Corruption », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 47-50 (avec N. Capus).

« Autorités pénales », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 11-14 (avec A. Kuhn).

« Prescription de l'action publique : une prescription sur ordonnance de trop - L'infraction dissimulée, un concept à repenser », Éloi Clément (dir.), *Les excentricités du droit pénal II. Quand le droit pénal reperd les pédales*, Mare et Martin, 2025, p. 81-94.

« Les évolutions du droit pénal français en matière de santé et de sécurité au travail en temps de crise », Jean-Paul Céré et Alexandre Stylios (dir.), *Le droit pénal en temps de crise*, L'Harmattan, 2025, p. 181-192.

Action publique-action civile, Synthèse, éd. Lexis360, actualisation

La partie civile, chapitre du Dictionnaire Lamy Droit pénal général, éd. Wolters Kluwer, actualisation

**Publications
des membres
du CRJFC
Janvier - Juin 2025**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

**Publications
des membres
du CRJFC
Janvier - Juin 2025**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

Pakagochy Lapeuno

« Ressources électroniques documentaires juridiques », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 199-202 (avec E. Gilgen).

Cédric Latil

« L'indemnisation du préjudice du passager aérien en cas d'annulation tout de retard important d'un vol », *RLDC* 01/2025, 7646

« De l'opposabilité des clauses limitatives de responsabilité au tiers victime de l'inexécution contractuelle », *JCP E* 2025, 1017, note sous Cass. com., 3 juill. 2024, n°21-14.947.

« Transport aérien de passagers : vice de fabrication de l'aéronef et "circonstance extraordinaire". Note sous CJUE, 13 juin 2024, aff. C-385/23 et C-411/23 », *JCP E* 2025, 1050.

« Transport aérien de passagers : le manque de personnel aéroportuaire susceptible de constituer une "circonstance extraordinaire". Note sous CJUE, 16 mai 2024, aff. C-405/23 », *JCP E* 2025, 1379.

« L'obligation précontractuelle d'information du droit commun applicable lors de la formation du contrat de « vente » de voyage à forfait. Note sous Cass. 1re civ., 25 sept. 2024, n°23-10.560 », *JCP E* 2025, 1071.

« Du bon usage de la méthode des lois de police en droit international privé européen. Note sous CJUE, 5 sept. 2024, aff. C-86/23 », *JDI* 2025, p. 567.

« De la résiliation d'un contrat d'édition. Note sous TJ Paris, 15 nov. 2024 », *RLDI* 05/2025, p. 17.

« Parasitisme économique : de la nécessité de prouver une faute intentionnelle. Note sous Cass. com., 5 mars 2025, n° 23-21.157 », *RCA* 2025, 92.

« Le sort d'une clause attributive de juridiction déséquilibrée dans le contentieux privé international. Note sous Cass. 1re civ., 2 avr. 2025, n° 23-12.384 », *JCP G* 2025, 694.

Christine Lebel

« Évolution des sources et des finalités des ASL », *AJDI* janvier 2025, p. 12.

« Les associations syndicales de propriétaires en droit rural », *AJDI* janvier 2025, p. 15.

« Le traitement des difficultés financières des exploitations agricoles par le tribunal des activités économiques », *GPL* 18 mars 2025, n° GPL474q8

« La prise en compte des préoccupations environnementales dans les baux ruraux », *AJDT* juin 2025, p. 415.

« Cession totale de l'exploitation agricole : la notion d'"ensemble essentiellement constitué du droit au bail rural" précisée par la Cour de cassation, *Rev. proc. collec.* mai 2025, études 4.

« Exploitations agricoles en difficulté et coopératives agricoles », Christine Lebel (dir.), *Les exploitations agricoles fragiles*, Legitech, 2025, p. 103.

« L'exploitant agricole, entrepreneur individuel : le sort de sa résidence principale et des autres immeubles en cas de difficulté, in *Les exploitations agricoles fragiles* », Christine Lebel (dir.), *Les exploitations agricoles fragiles*, Legitech, 2025, p. 123.

Chronique « Période d'observation », *Rev. proc. collec.* janvier 2025.

« Retrait d'une société à capital variable : cessation des obligations de l'associé immédiatement. Note sous Cass. com. 18 décembre 2024, n° 23-10.695, F-B », *Lexbase Affaires* n°819 du 23 janvier 2025.

« Responsabilité du gérant de SARL : possibilité de cumuler les responsabilités des conventions réglementées et des fautes de gestion (note sous Cass. com., 18 décembre 2024, n° 22-21.487, F-B) *Lexbase Affaires* n°819 du 23 janvier 2025.

« Décès du preneur : dévolution du bail rural en l'absence de dévolutaires privilégiés (note sous Cass. 3e civ., janvier 2025, n°23-13.884B) *Lexbase Contrats Responsabilité Immobilier* (CRI) n° 1 du 29 janvier 2025.

« Les effets de la destruction partielle des locaux loués. Note sous Cass. 3e civ., 5 janvier 2025, n°23-16.698 et 23-16.764 », *Rev. Loyers* févr. 2025, p. 11.

« Diminution du quantum de la sanction d'un dirigeant : pas besoin d'un appel incident en cas d'appel du liquidateur. Note sous Cass. com. 5 février 2025, n° 23-23.550, F-B. », *Lexbase Affaires* n° 820 du 20 février 2025.

« Compensation légale : une automaticité limitée au droit antérieur à la réforme des obligations. Note sous Cass. com. 26 février 2025, n° 23-11.440, F-D », *Lexbase Affaires* n°821 du 20 mars 2025.

« Contestation du droit de reprise du bailleur. Note sous Cass. 3e civ., 13 mars 2025, n° 23-20.161, FS-B », *Lexbase Contrats Responsabilité Immobilier* (CRI) n° 3 du 26 mars 2025.

« Recours contre la décision de rétrocession par une SAFER : quelle qualité pour agir ? Note sous Cass. 3e civ., 13 mars 2025 n° 23-20.390, FS-B », *Lexbase Contrats Responsabilité Immobilier* (CRI) n° 3 du 26 mars 2025.

« Préparation d'un plan : la tierce-opposition n'est pas ouverte en cas de modification des statuts de la société débitrice (note sous Cass. com., 26-03-2025, n° 24-12.371, F-D », *Lexbase Affaires* n°822 du 14 avril 2025.

« Une loi pour favoriser la transmission des exploitations et la réalisation de l'activité agricole afin de préserver la souveraineté alimentaire en France. Note sous Loi n° 2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture », *Lexbase Contrats Responsabilité Immobilier* (CRI) n° 4 du 23 avril 2025.

« Validité de la clause du bail imposant la cession du fonds par acte authentique. Note sous Cass. 3e civ. 3, 13 mars 2025, n° 23-23.372, F-D », *Rev. loyers* mai 2025, p. 13.

« L'indemnité de réparation des travaux de la résidence principale du débiteur est insaisissable ! Note sous Cass. com., 30-04-2025, n° 24-10.680, FS-B », *Lexbase Affaires* n°823 du 22 mai 2025

« Qualification de la convention d'occupation précaire. Note sous Cass. 3e civ., 10 avril 2025 n° 23-22.668, FS », *Lexbase Contrats Responsabilité Immobilier* (CRI) n° 5 du 28 mai 2025.

« Conditions de la clause de reprise sexennale précaire. Note sous Cass. 3e civ., 10 avril 2025, n° 23-23.382, FS-B, Rejet », *Lexbase Contrats Responsabilité Immobilier* (CRI) n° 5 du 28 mai 2025.

« Exigence de l'objet agricole d'une société exerçant le droit de reprise. Note sous Cass. 3e civ., 30 avril 2025, n° 23-22.354, FS-B », *Lexbase Contrats Responsabilité Immobilier* (CRI) n° 5 du 28 mai 2025.

« Détermination du montant du loyer du bail renouvelé. Note sous Cass. 3e civ., 7 mai 2025, n° 23-15.394, FS-B », *Rev Loyers* juin 2025, p. 6.

« Bail commercial », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 17-20 (avec E. Barson).

**Publications
des membres
du CRJFC
Janvier - Juin 2025**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

**Publications
des membres
du CRJFC
Janvier - Juin 2025**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

Vincent Lebrou

« Les transversalités contrariées de l'action publique. Quand des agents locaux résistent au déplacement », *Pôle Sud*, 2024/2, n°61, p. 93-109 (avec Luc Sigalo Santos).

Eliaz Le Moulec

« L'incrimination spéciale, *Revue Lexbase Pénal*, février 2025, n° 79.

« Les dernières évolutions jurisprudentielles en droit pénal des affaires étaient-elles prévisibles ? », *Revue Lamy droit des affaires*, N° 213, 1er avril 2025

« Sanctions pénales », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 205-208 (avec A. Kuhn).

« Infractions contre les biens ou le patrimoine », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 113-116 (avec N. Dieudonné).

« Degrés de participation à l'infraction », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 57-60 (avec A. Kuhn).

Chantal Mathieu

« La cause réelle et sérieuse, une catégorie en extension », I. Meyrat (dir.), *Que reste-t-il de la loi de 1973 relative au licenciement ?* D. 2025, p. 43.

« Quand le dépit amoureux conduit au licenciement disciplinaire. Soc. 26 mars 2025 », *Lexbase social*, mai 2025, n° 1012.

« L'articulation des présomptions de salariat et de non-salariat », *Revue de droit du travail*, Dalloz, 2025, n° 2, p. 105.

« Obligation de sécurité : l'employeur doit se renseigner ! Note sous Soc. 11 juin 2025 », *Dalloz étudiant*.

« Plan de départ volontaire autonome : le salarié ne bénéficie pas du contrat de sécurisation professionnelle. Note sous Soc. 21 mai 2025, *Dalloz étudiant*.

« Représentativité : les résultats de la 4e mesure d'audience sont disponibles », mai 2025, *Dalloz étudiant*.

« Preuve par témoignage anonymisé : la chambre sociale affine sa position. Note sous Soc. 19 mars 2025 », *Dalloz étudiant*.

« Le régime de la présomption de démission partiellement précisé. Note sous CE 18 déc. 2024 », *Dalloz étudiant*.

« Nullité du licenciement pour violation de la liberté d'expression : l'employeur et le salarié doivent prendre garde à l'objet de leurs demandes. Note sous Soc. 11 décembre 2024 », *Dalloz étudiant*.

« Droit de grève », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 77-80 (avec J.-P. Dunand).

« Conventions collectives de travail », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 35-38 (avec N. de Jesus).

Delphine Martin

« Application de la clause de réserve de propriété à la cession d'une copie d'un logiciel mise à disposition par téléchargement. Cass. com., 6 mars 2024, trois arrêts, n° 22-23.657, FS-B ; 22-18.818, FS-B et n° 22-22.651, FS-B », chronique de droit de la propriété intellectuelle février-mars 2025 *RJCom* (avec Christophe Alleaume et Sâmî Hazoug).

Adoption du Paquet Dessins et modèles de l'UE ou paquet DMUE, chronique de droit de la propriété intellectuelle février-mars 2025 *RJCom* (avec Christophe Alleaume et Sâmî Hazoug).

Le risque de "brouillage" d'une marque d'une "exceptionnelle renommée" "Tour de France" » versus "Tour de France à la rame", Cass. com., 19 mars 2025, n° 23-18.728 », chronique de droit de la propriété intellectuelle février-mars 2025 *RJCom* (avec Christophe Alleaume et Sâmî Hazoug).

« La cession de marques patronymiques : inapplicabilité de la garantie d'éviction en cas de faute du cessionnaire, Cass. com. 28 février 2024, n° 22-23.833 », chronique de droit de la propriété intellectuelle février-mars 2025 *RJCom* (avec Christophe Alleaume et Sâmî Hazoug).

« Les traitements de données d'identité civile pour la lutte anti-contrefaçon de droit d'auteur en ligne jugés compatibles avec le droit au respect de la vie privée (CJUE, 30 avril 2024, aff. C-470/21, La Quadrature du Net) », chronique de droit de la propriété intellectuelle février-mars 2025 *RJCom* en collaboration avec le Pr. Christophe Alleaume et M. Sâmî Hazoug.

« Enjeux organisationnels et juridiques de l'e-sport au sein du système olympique international », *Revue Diagoras, The international academic journal*, mars 2025 (avec M. Eric Monnin)

Le « destockage n'exclut pas la preuve de l'épuisement du droit de marque », *Dalloz Actualité, IP/IT et Communication*, 12 février 2025.

« Le tatouage d'un signe distinctif enregistré comme marque – Limites et contraintes », *Revue Lapeaulogie* n°12, mise en ligne le 14 février 2025, <https://lapeaulogie.fr/>.

« Originalité/caractère individuel », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 143-146 (avec N. Cossentino et V. Salvadé).

« Dessins et modèles/Design », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 61-64 (avec D. Kraus et N. Cossentino).

« Contrefaçon », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 27-30 (avec A. Pilottin et D. Kraus).

Laurent Mordefroy

« Responsabilité civile extracontractuelle pour faute », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 195-198 (avec O. Riske).

Sophie Overney

« Déchéance de nationalité », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 53-56 (avec C. Amarelle).

Mathieu Petithomme

« Sociologie du cycle municipaliste espagnol : processus, acteurs et enjeux », Alicia Fernández García, Héloïse Nez et Mathieu Petithomme (dir.), *Villes rebelles. Municipalisme et pouvoir local en Espagne*, Éditions du Croquant, 2025, p. 6-20.

« Anticapitalisme et municipalisme à Cadix : les limites et les réussites d'une gouvernance symbolique », Alicia Fernández García, Héloïse Nez et Mathieu Petithomme (dir.), *Villes rebelles*, 2026, p. 6-20.

**Publications
des membres
du CRJFC
Janvier - Juin 2025**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2025

Chapitres d'ouvrages, articles, commentaires

« Comparing youth mobilisation by the urban centre-left in France and Spain », Øivind Bratberg & Nik. Brandal (dir.), *Social Democracy and Urban Politics. Party responses to the diversifying centre-left in European cities*, Manchester, Manchester University Press, 2025, p. 224-243.

« L'autodestruction de la social-démocratie en Europe : questionner un processus politique », Mathieu Petithomme (dir.), *L'autodestruction de la socialdémocratie en Europe. Sociologie d'une crise idéologique*, Paris, L'Harmattan, collection « Politique Comparée », 2025, p. 5-31.

« Une exception ibérique ? Crise et renouveau de la socialdémocratie en Espagne et au Portugal », Mathieu Petithomme (dir.), *L'autodestruction de la socialdémocratie en Europe*, Paris, Ibid., 2025, p. 113-138. (avec Alicia Fernández García).

« Les difficultés actuelles de la gauche et de la socialdémocratie en Italie : Sociologie historique d'une crise qui vient de loin », Mathieu Petithomme (dir.), *L'autodestruction de la socialdémocratie en Europe*, Paris, Ibid., 2025, p. 163-191.

« Les social-démocraties européennes à la croisée des chemins », Mathieu Petithomme (dir.), *L'autodestruction de la socialdémocratie en Europe*, Paris, Op. Cit., 2025, p. 261-271.

Rémy Prouvèze

« Observations à propos de CPI, Sentencing Judgment du 20 novembre 2024 (Trial Chamber X), Situation in the Republic of Mali in the case of the Prosecutor v. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud (ICC-01/12-01/18) », *RGDIP* 2025 - 1, p. 183-185.

« Observations à propos de CPI, Decision on Israel's challenge to the jurisdiction of the Court pursuant to article 19(2) of the Rome Statute du 21 novembre 2024 (Pre-Trial Chamber I), Situation in the State of Palestine (ICC-01/18) », *RGDIP* 2025 - 1, p. 185-186.

« Observations à propos de CPI, Decision on Israel's request for an order to the Prosecution to give an Article 18(1) notice du 21 novembre 2024 (Pre-Trial Chamber I), Situation in the State of Palestine (ICC-01/18) », *RGDIP* 2025 - 1, p. 187-188.

« Observations à propos de CPI, Decision on Mr Mokom's request for compensation du 31 janvier 2025 (Chambre de l'Article 85), Situation en République Centrafricaine II, Affaire Le Procureur c. Maxime Jeoffroy Eli Mokom Gawaka (ICC-01/14-01/22) », *RGDIP* 2025 - 2.

« Observations à propos de CPI, Decision on the "Request for Recusal of the Prosecutor of the International Criminal Court in the Case of Venezuela I Due to Conflict of Interest" du 10 février 2025 (Chambre d'appel), Situation in the Bolivarian Republic of Venezuela I (ICC-02/18) », *RGDIP* 2025 - 2.

Kristina Rasolonoromalaza

« Tackling Legal Uncertainty of State Aids and Compensations for Public Service Obligations in the Social and Solidarity Economy », *Rev. int. Compliance* 2025, n° 1, fév. 2025 [n° 23] (4 p.).

« Coopérative », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Scheneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 39-42 (avec D. Paratte).

Xiaowei Sun

« Administrative rulemaking and planning in China », Giacinto Della Cananea et Angela Ferrari Zumbini (dir.), *Administrative rulemaking and planning*, Oxford University Press, Oxford, 2025, p. 27-31, 86-87, 104-105, 122, 142-143, 160, 177-178, 192-193, 210, 227-228, 244-245.

« La lutte contre le terrorisme par les autorités administratives en Chine », *Annuaire Européen d'Administration Publique*, n° 46-2023, 2025, p. 65-79.

« Service public », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Scheneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 213-216 (avec V. Défago).

Fabienne Terryn-Casalta

« Viol et agressions sexuelles », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 237-240 (avec M. Desales).

« Prescription pénale », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 169-172 (avec A. Kuhn).

« Inceste », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 109-112 (avec A. Kuhn).

« Détention avant jugement », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 65-68 (avec A. Kuhn).

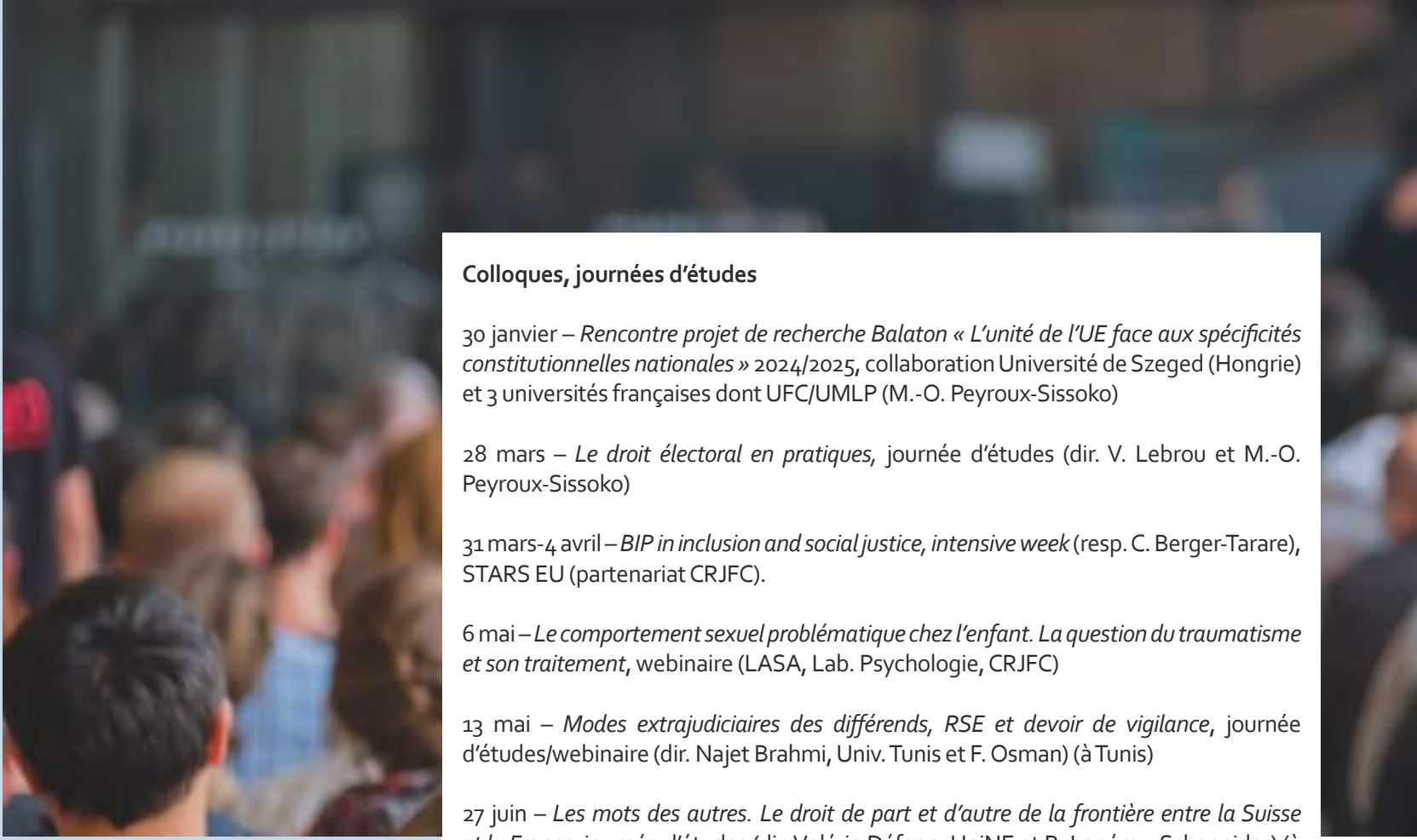
« Aide à mourir - Droit pénal », Valérie Défago, André Kuhn, Béatrice Lapérou-Schneider, Josua Robert-Nicoud (coord.), *Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse*, Helbing Lichtenhahn / Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 7-10 (avec A. Kuhn).

Aurélien Van Den Bavière

« L'audience civile en période exceptionnelle de crise sanitaire (Covid-19) », *La justice en audience*, PUR, 2025, p. 113 s.

**Publications
des membres
du CRJFC
Janvier - Juin 2025**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**



Activités scientifiques 1^{er} semestre 2025

Activités scientifiques 2d semestre 2025

Colloques, journées d'études

30 janvier – *Rencontre projet de recherche Balaton « L'unité de l'UE face aux spécificités constitutionnelles nationales » 2024/2025*, collaboration Université de Szeged (Hongrie) et 3 universités françaises dont UFC/UMLP (M.-O. Peyroux-Sissoko)

28 mars – *Le droit électoral en pratiques*, journée d'études (dir. V. Lebrou et M.-O. Peyroux-Sissoko)

31 mars-4 avril – *BIP in inclusion and social justice, intensive week* (resp. C. Berger-Tarare), STARS EU (partenariat CRJFC).

6 mai – *Le comportement sexuel problématique chez l'enfant. La question du traumatisme et son traitement*, webinaire (LASA, Lab. Psychologie, CRJFC)

13 mai – *Modes extrajudiciaires des différends, RSE et devoir de vigilance*, journée d'études/webinaire (dir. Najet Brahmi, Univ. Tunis et F. Osman) (à Tunis)

27 juin – *Les mots des autres. Le droit de part et d'autre de la frontière entre la Suisse et la France*, journée d'études (dir. Valérie Défago, UniNE et B. Lapérou-Schneider) (à Neuchâtel)

Conférences-débats

2 avril – Anna Francesca Masiero (Univ. Ferrare), *Le lanceur d'alerte en droit italien*

15 avril – Marie Potus, *L'institution de l'humain* (conf.-débat, resp. B. Géniaut)

16 avril – B. Géniaut, E. Le Moulec, Jérôme Pichoff et F. Terryn-Casalta, *Le harcèlement moral institutionnel* (table-ronde)

Colloques, journées d'études

2-3 octobre – *Sociologie du municipalisme libertaire : de la théorie à la pratique politique*, journée d'études (dir. M. Petithomme)

10 octobre – *Discussions franco-suisse autour de quelques termes juridiques*, journée d'études (dir. B. Lapérou-Schneider et Valérie Défago, UniNE)

21 novembre – *Enseignements du droit social en Suisse et en France : regards croisés*, colloque (dir. Jean-Philippe Dunand, Anne-Sylvie Dupont, UniNE, B. Géniaut, C. Mathieu)

27 novembre – *Devoir de vigilance, contrats internationaux et MARD – précisions et perspectives*, colloque (dir. F. Osman)

4 décembre – *Élections européennes, conséquences nationales et inversement*, colloque (dir. Nicolas Clinchamps, Univ. Sorbonne Paris Nord, C. Geslot, Pierre-Yves Monjal, Sébastien Roland, Univ. Tours)

Célia Berger-Tarare

« Legal Protection of Adults : Towards Greater Consideration for Estate Management », *Legal, Social, Economical and other Aspects on Vulnerabilities of incapacitated and disabled people*, C. Berger-Tarare (dir.), Besançon, 10 mars 2025.

« Biomedical and Digital Health Innovation », *Inclusion and Social Justice*, C. Berger-Tarare (dir.), Besançon, 17 mars 2025.

Responsabilité du colloque *Inclusion and Social Justice*, Besançon, 31 mars - 4 avril 2025.

Henri Bouillon

« Le droit naturel et le droit administratif sans les textes », colloque *Droit administratif et droit naturel*, N. Sild, N. Hutten et B. Mérand (dir.), Université catholique de l'ouest, Nantes, 22 mai 2025.

Alexandre Ciaudo

« L'effectivité du contrôle du juge administratif », *Le juge administratif et les libertés*, E. Forey (dir.), Dijon, 7 février 2025.

« Principes directeurs et management de la justice », *Les principes directeurs du procès*, L. Seurot (dir.), Epinal, 30 juin 2025.

Vivien Gbewezoun

« Le règlement des différends relatifs à la RSE et au devoir de vigilance par la voie de l'arbitrage commercial international », Colloque *Modes extra-judiciaires des différends, RSE et devoir de vigilance*, Journées CAACI Arbitrage et actualités juridiques (Edition 2) - 12e journées méditerranéennes, Tunis, 13 mai 2025.

Christophe Geslot

« L'élection des députés à la proportionnelle, vecteur de réactivation de la confiance des citoyens ? », journée d'études *Le droit électoral en pratiques*, organisée par Vincent Lebrou et Marie-Odile Peyroux-Sissoko, UFR SJEPPG, 28 mars 2025.

Béatrice Lapérou-Schneider

Rencontres franco-suisse autour du Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse, co-animation de la journée d'études avec V. Défago et intervention avec A. Kuhn « Les voies de recours en matière pénale », 27 juin 2025

Professeure invitée à l'université de Thammasat (Bangkok, Thaïlande);

- *La procédure pénale française*, séminaire (en anglais) ;

- *La terminologie juridique de droit pénal français* ;

- *La justice pénale alternative, le cas de la Convention judiciaire d'intérêt public*

« À la découverte d'un nouveau continent : la répression des atteintes à la sécurité et à la santé des marins », Colloque, Comité international des pénalisâtes francophones « Droit pénal et Océan », Papeete, 26 au 28 mai 2025

Colloque à L'Université de Montréal « La charte canadienne des droits des victimes : où en sommes-nous 10 ans après ? », intervention : *Renforcer les droits des victimes dans le procès pénal, les avancées françaises et européennes* (en visio), 15 et 16 mai 2025

**Interventions
orales
Janvier - Juin
2025**

Interventions orales Janvier - Juin 2025

Christine Lebel

« Les organisations de producteurs au service de la chaîne de valeurs favorable aux viticulteurs et vignerons : l'exemple de la France », *Congrès OIV 2025*, 16-20 juin 2025, Chisinau (Moldavie).

« L'évolution du cadre juridique et la place des sociétés en agriculture », *Le droit rural au 21^e siècle : réformes faites, à faire, à (surtout) ne pas faire*, D. Krajewski (dir.), Toulouse, 23 mai 2025.

« L'agroforesterie, l'exemple de la France », *conférence CEDR « Ville Forum Méditerranéen »*, Lisbonne (Portugal), 21 février 2025.

« Acquisition par le preneur en place : quid du droit de préemption de la SAFER et du contrôle des structures ? » Rencontres avec le notariat, cycle de conférences 2025, Université de Corte, 3 mars 2025.

« Les cahiers des charges des indications géographiques au service de la durabilité du vin : l'expérience française », *Conférence UGIVI*, Vérone (Italie), 6 avril 2025.

Delphine Martin

« L'Intelligence artificielle appliquée à l'expertise des œuvres d'art : opportunité et limites », Assemblée générale de la Chambre européenne des experts conseils en œuvre d'art (C.E.C.O.A), Mairie du 16^e, Paris, 16 juin 2025.

« Les droits d'auteur face aux remises en cause des œuvres après le décès de l'auteur » in colloque « La confusion entre l'œuvre et l'artiste. Que dit le droit ? Que fait le droit ? », Jean-Christophe Barbato (dir.), Institut National d'Histoire de l'Art (INHA), Art & Droit, Paris, 12 juin 2025.

Clôture du séminaire DNMade organisé par M. Vincent Peseux à l'Université Marie et Louis Pasteur le 20 février 2025 sur le sujet « L'IA dans les métiers de l'art et du design : enjeux juridiques ».

Intervention au congrès *Le Printemps de l'IA*, 1^{ère} édition organisée le 20 juin 2024 à la Maison de l'économie du Doubs par le pôle de compétitivité PMT et l'institut Femto-ST à destination des PME. Sujet « IA, mythe ou réalité ».

Marie Potus

« Une IA personnifiée ? », *Université d'été sur l'intelligence artificielle responsable* Université Jean Moulin Lyon 3, Lyon, 7 juillet 2025

« Intelligence artificielle et responsabilité », *Internal Seminar 2025*, Femto-ST, Université Marie et Louis Pasteur, Besançon, 5 juin 2025

« Droit des femmes et inégalité de genre », table ronde « Psycho-droit », aux côtés de Justine Cesari, *BU Proudhon*, Besançon, 15 avril 2025

« L'institution de l'humain », *conférence-débat organisée pour l'axe Humanités juridiques*, Université Marie et Louis Pasteur, Besançon, 15 avril 2025

« L'émergence d'une qualification juridique propre à l'intelligence artificielle », *Journée de l'école doctorale de droit*, Université Jean Moulin Lyon 3, Lyon, 7 avril 2025

Rémy Prouvèze

« La Convention de Genève de 1951 sur le statut des réfugiés, un universalisme relatif », Conférence "Comprendre et agir : les enjeux migratoires" (organisateur : Association HIRISS), Université de Montpellier - Paul Valéry, mercredi 2 avril 2025.

Kristina Rasolonoromalaza

« La femme en droit français de l'entreprise : bilan et perspectives en matière d'égalité professionnelle ». Communication orale dans le cadre de la journée annuelle de « form'action » organisée par l'association de solidarité internationale Peuples Solidaires Doubs (ex-« Terre des Hommes »), le 15 mars 2025, sur le thème « Femmes et économie », en partenariat avec le Nouveau Théâtre de Besançon (ex-« Centre Dramatique National ») et le Collectif du 8 mars, soutenu par la Ville de Besançon.

« Regard juridique sur les dix ans de la loi relative à l'économie sociale et solidaire », Congrès National de la Recherche des IUT, 26-27 mars 2025, Bayonne (10 p.) (avec M. Caron, H. Durand, M. Rakotovahiny).

"Home Care Services for Ageing, Disabled and Chronically Ill People: Ethical and HR Issues". Présentation d'un projet de recherche le 10 mars 2025 (distantiel) puis du 31 mars au 4 avril 2025 (présentiel) dans le cadre du programme de recherche européen pluridisciplinaire sur le thème « Inclusion et justice sociale » de l'Alliance Stars EU (dir. C. Berger-Tarare) (avec I.-I. Burgunder)

« Gouvernance démocratique et sociocratie ». Communication orale les 26-28 mai 2025 pour les XXIVe Rencontres du Réseau inter-universitaire de l'Économie sociale et solidaire (RIUESS) à l'Université Lyon II, sur le thème « L'ESS au travail ! Enquêter sur les pratiques de résistance, de transformation et d'émancipation » (10 p).

Xiaowei Sun

General Discussion, The Common Core of European Administrative Laws Outcomes and Perspectives, dir. Martina Conticelli et Giacinto della Cananea, Université de Rome Tor Vergata, 22 et 23 mai 2025.

**Interventions
orales
Janvier - Juin
2025**



Soutenance de thèse 2025

Pierre DINDETIYE, Le sauvetage en mer par les ONG en droit international, sous la direction de Leila Lankarani

Résumé : Au cours de l'expédition maritime, le risque de mer est perçu comme un danger dont il faudra parer la survenance, au pire atténuer les conséquences dommageables. C'est ainsi qu'en cas de sinistre, de péril ou de grave danger, la solidarité des gens de mer solidement ancrée dans leur conscience et imaginaire collectifs, est celle de porter secours dans un but humanitaire et purement désintéressé aux personnes en détresse, quelle qu'en soit la cause. Le secours porté par des navires appartenant à des Organisations non gouvernementales à but humanitaire est cependant devenu problématique. Certes, le sauvetage par tout navire d'un bateau en détresse, est de toute façon une tradition maritime de longue date, et une obligation consacrée par le droit international, à travers les traités, notamment la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie en mer de 1974 (SOLAS), celle sur la Recherche et le Sauvetage maritime de 1979 (SAR), la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 et la Directive sur les personnes secourues en mer de l'Organisation maritime internationale (OMI) de 2004, qui prescrivent des obligations aux capitaines de navire mais également aux États, vis-à-vis des personnes en détresse en mer, et ce indépendamment de leur nationalité, de leur statut ou des circonstances dans lesquelles elles ont été trouvées. Pourtant, le sauvetage en mer réalisé par ces ONG de nos jours, pose certains problèmes, notamment lorsqu'il s'agit du débarquement de ces personnes secourues en mer, surtout lorsqu'ils ne possèdent pas de documents de voyage ou affirmant être des réfugiés ou demandeurs d'asile, faisant intervenir aussi le droit international des réfugiés parmi les problématiques juridiques. La mission des ONG consiste-t-elle uniquement à porter secours aux personnes en détresse en mer ? N'ont-elles pas un devoir de les débarquer en un lieu sûr voire un port sûr ? En d'autres termes où sont censées prendre fin les opérations de sauvetage en mer des ONG ? Si non qui doit gérer le débarquement des personnes secourues en mer ? Comment se détermine le lieu ou le port "sûr" notamment pour les catégories de personnes sus indiquées ? Telles sont les multiples interrogations que soulève le sauvetage en mer des personnes par des navires appartenant à des ONG. Un intérêt juridique actuel de ce sujet se concrétise au vu de la grande crise migratoire en méditerranée à laquelle l'Europe fait face ..Le refus de certains de ses États de voir accoster dans leurs ports les navires des ONG avec leur flux de migrants, accusées par les États de faire le jeu des passeurs ou ne pas respecter la répartition des zones de débarquement prévues par les États au sein de l'OMI et/ou en droit européen, et sanctionnées notamment par le retrait de leur pavillon, posent des problématiques juridiques au regard de la conciliation du droit international maritime, du droit de la mer et des droits de l'homme et des réfugiés lato sensu. L'étude de ce sujet actuel permettra de dégager les obligations juridiques qui découlent des différentes conventions internationales tant pour les États que pour les navires des ONG opérant un sauvetage de personnes vulnérables en mer.

La soutenance pour le doctorat de droit public a eu lieu le 12 mai 2025, à Besançon. Le jury était composé de Véronique Champeil-Desplats (Univ. Paris-Nanterre), Olivier Dubos (Univ. Bordeaux) et Kiara Neri (Univ. Lyon 3).

Contrats doctoraux

Laurine PIERHOL, L'échelle des peines, dir. E. Le Moulec (1er oct. 2025) (contrat Région BFC)

Mathilde FAGOT, L'ultra petita en contentieux administratif, dir. A. Ciaudo (1er oct. 2025) (contrat ministériel) (audition ED DGEP, 3 juillet)

Départs (2025)

Olympe DEXANT-DE BAILLIENCOURT, PR de droit privé, mutation (en poste à Besançon depuis le 1er sept. 2015)

Marie-Odile PEYROUX-SISSOKO, PR de droit public, disponibilité (en poste à Besançon depuis le 1er sept. 2020)

Nicolas DI CAMILLO, MCF en droit privé, mutation (en poste à Besançon depuis le 1er sept. 2020, départ au 1er janvier 2025)

Arrivées (2025)

Marie CIROTTEAU (droit administratif). Précédemment Maîtresse de conférences à l'Université de Paris-Nanterre, est nommée en qualité de Professeure des universités à l'Université Marie et Louis Pasteur, au 1er septembre 2025 (concours d'agrégation de droit public).

Marie CARIOU (droit des affaires) ; thèse soutenue en 2024 à l'Université de Paris Panthéon-Sorbonne « Revenus du capital. Étude juridique d'une catégorie de l'impôt sur le revenu » (dir. Daniel Gutmann), est nommée maîtresse de conférences en droit privé à l'Université Marie et Louis Pasteur (1er poste).

Maud RIVOLIER (droit social) ; thèse soutenue en 2023 à l'Université de Paris Panthéon-Sorbonne « La communauté de travail : étude juridique » (dir. Pierre-Yves Verkindt), est nommée maîtresse de conférences en droit privé à l'Université Marie et Louis Pasteur (1er poste).

Myriam STYCZEN (droit administratif) ; thèse soutenue en 2025 à l'Université de Paris Panthéon-Assas « L'acte faisant grief » (dir. Bertrand Seiller), est nommée maîtresse de conférences en droit public à l'Université Marie et Louis Pasteur (1er poste).

Membre associé

Par décision du conseil de laboratoire du 19 février 2025, Monsieur Ahmet Cemil YILDIRIM (Koweit Univ.) est devenu membre associé du CRJFC.

Spécialiste en droit du commerce international, en droit comparé et en droit de l'arbitrage, il collabore avec Filali Osman depuis 2016 (interventions lors de différents colloques) et participe à son projet de recherche portant sur les clauses modèles relatives au devoir de vigilance dans les contrats commerciaux dans la région méditerranéenne. Professeur invité à l'Université de Franche-Comté en 2018 et 2025, Cemil Yildirim y a également participé à différents jurys de thèse.

**Nouveaux
doctorants
/
Vie du laboratoire**

Professeurs invités (2024-2025)

- Ahmet Cemil YILDIRIM (Koweït Univ.) (invitation F. Osman)
- Pokpong SRISANIT (Univ. Thammasat) (invitation B. Lapérou-Schneider)

Chercheurs invités

- Chaymae MOKHLIS, doctorante (Univ. Meknès, Maroc)
- Anna Francesca MASIERO, post-doctorante (Univ. Ferrare, Italie)

Post-doctorant

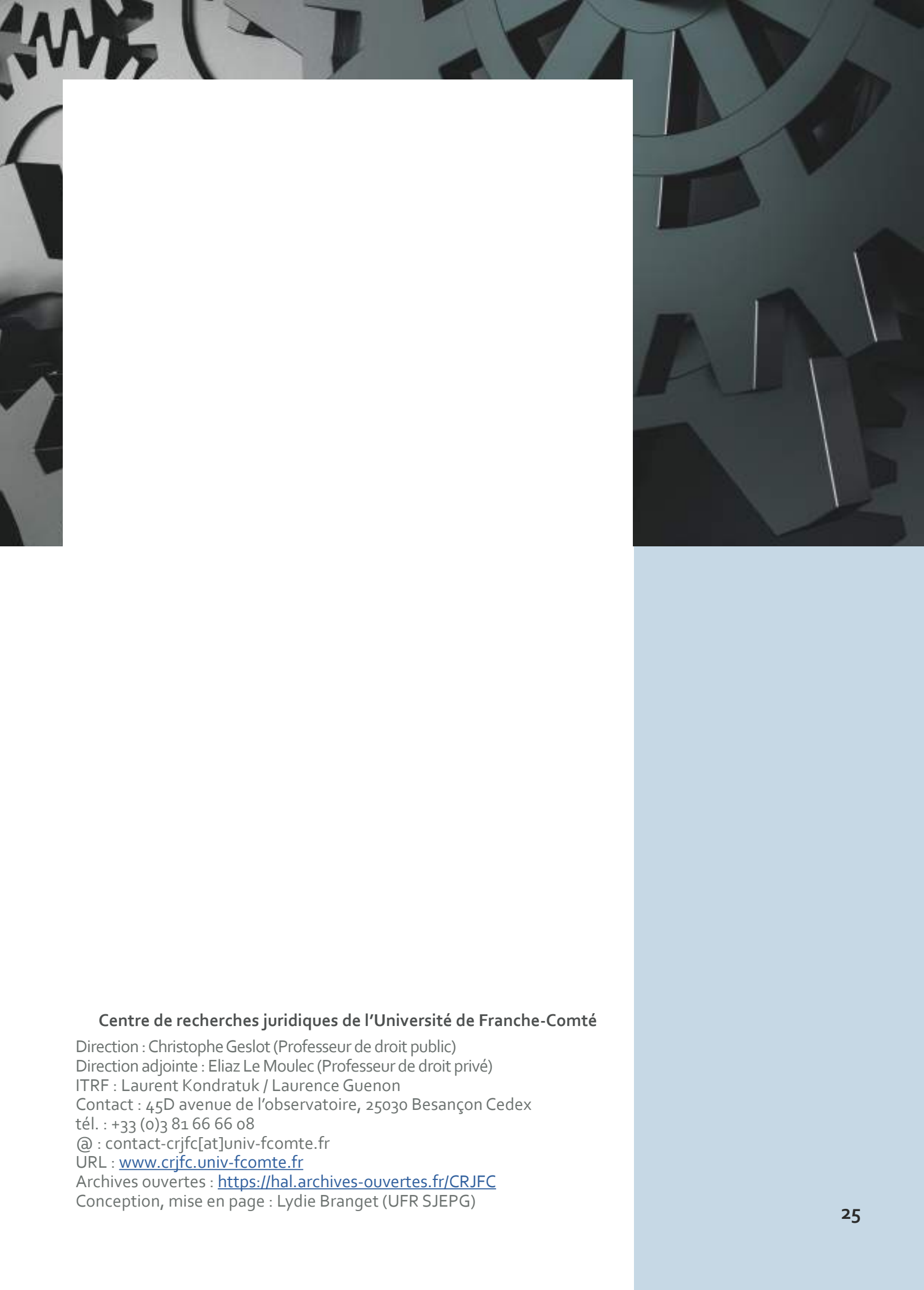
Pierre BON (docteur Aix-Marseille Université), recruté sur le projet « REVJURIS - Revirements de jurisprudence » (dir. E. Le Moulec) (janvier-août 2025)

Désignations

Béatrice LAPÉROU-SCHNEIDER, direction de l'Institut des humanités et du droit, Université Marie et Louis Pasteur.

Christine LEBEL, Expert par le Ministère de l'Agriculture au titre de la Délégation française auprès de l'OIV (Organisation Internationale de la Vigne et du Vin).

Fabienne TERRY-N-CASALTA (titulaire) et **Célia BERGER-TARARE** (suppléante), représentantes du CRJFC à la Maison des Sciences de l'Homme et de l'Environnement



Centre de recherches juridiques de l'Université de Franche-Comté

Direction : Christophe Geslot (Professeur de droit public)

Direction adjointe : Eliaz Le Moulec (Professeur de droit privé)

ITRF : Laurent Kondratuk / Laurence Guenon

Contact : 45D avenue de l'observatoire, 25030 Besançon Cedex

tél. : +33 (0)3 81 66 66 08

@ : [contact-crjfc\[at\]univ-fcomte.fr](mailto:contact-crjfc[at]univ-fcomte.fr)

URL : www.crjfc.univ-fcomte.fr

Archives ouvertes : <https://hal.archives-ouvertes.fr/CRJFC>

Conception, mise en page : Lydie Branget (UFR SJEPG)